

Le congrès CGT doit appeler à la généralisation de l'action

Après les mouvements massifs du premier semestre 2009, après les luttes innombrables dans l'industrie contre la casse de l'emploi et les délocalisations, les travailleurs ne désarment pas en cette fin d'année 2009. C'est une première qu'à 15 jours de Noël, notre pays connaisse un tel développement des luttes.

La semaine dernière, la police était dans la rue et cette semaine, les transports entrent dans la lutte : routiers, conducteurs de RER, cheminots (contrôleurs et conducteurs) en grève reconductible, taxis... Les hospitaliers développent des actions contre la casse de l'hôpital public (par exemple, le CHU de Boulogne-Billancourt est en grève depuis 10 jours avec manifestation sur la voie publique) tandis que dans l'Education Nationale, une mobilisation de grande ampleur se met en place contre la désastreuse réforme Chatel et la destruction massive des emplois comme des statuts publics.

Alors que le chômage progresse et que les profits explosent, alors que 8 français sur 10 estiment leur salaire insuffisant et qu'une large majorité soutient les grèves et se déclare prête à l'action, le 49ème congrès de la CGT réuni à Nantes, profitant de la présence de militants de tout le pays et de toutes les corporations, se doit dans un tel contexte de lancer un appel à la généralisation des luttes, seule capable d'ouvrir des perspectives pour les travailleurs en mettant un coup d'arrêt à la guerre de classe que mène le grand patronat arc-bouté sur son gouvernement et son UE.

On ne peut que douter de la volonté de B. Thibault d'initier et de soutenir un tel appel alors que son invité d'honneur du jour n'est autre que John Monks, secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats qui il y a un an appelait le monde du travail à défilier « *pour sauver le capitalisme de lui-même* » et qui il y a quelques jours saluait, entre champagne et petits fours, l'adoption contre la volonté populaire de la constitution européenne désormais appelée « traité de Lisbonne. D'ailleurs Joël Decaillon, responsable CGT, ne vient-il pas d'être nommé secrétaire général adjoint de la CES, confirmant l'engagement de la direction confédérale au sein du syndicalisme euro-intégré et euro-financé d'accompagnement des offensives patronales ?

C'est justement au sujet de cette dérive vers l'accompagnement que la direction sortante et le secrétaire général ont subi dans la préparation du Congrès une série de critiques sérieuses et sévères de la part de nombreuses organisations de base. Ces critiques se sont déjà exprimées avec force dans le congrès au cours du premier vote où le rapport d'activité obtient 77 % des exprimés (mais moins de 60% des inscrits car le grand nombre de syndicats ne s'étant pas exprimés ont été comptés dans les Oui...). L'intervention de Jean-Pierre Delannoy qui conteste la réélection de Thibault au poste de secrétaire général et se propose disponible pour assumer la responsabilité, a aussi reçu un accueil chaleureux par le congrès.

Le déroulement du congrès confirme de manière frappante la coupure de l'appareil de sommet avec la base, les délégués étant frustrés d'une parole largement monopolisée par une tribune pleine d'arrogance.

Mais le congrès est souverain et dans son histoire, la CGT a toujours su prendre ses responsabilités. Le bureau du congrès qui dirige l'organisation pendant le congrès a l'occasion d'effacer les critiques et de rassembler toute l'organisation sur le terrain qui lui a toujours permis d'être la première force des travailleurs : l'unité à la base dans l'action pour gagner.

Un congrès CGT digne de ce nom ne peut qu'être branché sur les luttes ; l'heure est à l'appel à l'action générale sans laquelle il n'y aura pas d'issue face au duo Sarkozy-Parisot.

Gérard Six, secrétaire national du Front Syndical de Classe